

Retour mobilisation agricole ce 26/02 : Douche froide suite aux propositions du Conseil des Ministres et du Commissaire à l'Agriculture

Hier, la FUGEA, la coordination européenne de la Via Campesina (ECVC) et une large coalition d'organisations de la société civile étaient de nouveau présentes à Bruxelles. Notre message était clair : nous demandons à l'Europe de garantir un revenu digne aux agriculteurs et agricultrices. La sortie du libre-échange est une condition sine qua non pour atteindre cet objectif. Malheureusement, le Conseil des Ministres AgriFish de l'UE mené par David Clarinval et le Commissaire ont répondu à côté de la plaque. Il faudra maintenir la pression.

Ce 26 février, la FUGEA a ressorti les tracteurs pour les placer sous les fenêtres du Conseil européen. Cette [nouvelle journée d'action](#) a été organisée avec ECVC, avec le soutien d'une coalition de 40 organisations de la société civile. Nous avons rappelé nos demandes fortes et inchangées depuis le début de la contestation :

- Sortir des accords de libre-échange et de la concurrence déloyale ;
- Mettre un coup d'arrêt définitif aux négociations de l'accord UE-Mercosur ;
- Réguler les marchés afin de garantir des prix justes et stables, protégés de la spéculation ;
- Rendre obligatoire la directive sur les pratiques déloyales en s'inspirant de la loi espagnole ;
- Garantir une PAC forte et juste pour soutenir les pratiques agro-écologiques.

En réponse, lors d'une réunion avec les syndicats agricoles, le Conseil des ministres de l'Agriculture emmené par David Clarinval et le commissaire à l'Agriculture a fait une série de propositions complètement hors propos. L'abaissement des normes environnementales n'a pas été demandée par nos agriculteurs et agricultrices. De plus, arrêtons de faire croire que l'assouplissement des règles de la conditionnalité pourra être rémunéré à travers les éco-régimes et augmenter nos revenus : il n'y a aucune enveloppe supplémentaire prévue par l'Europe ! Par contre, la simplification administrative reste nécessaire pour rendre le métier viable et attractif pour les jeunes.

Ces propositions répondent sans aucun doute aux demandes des représentants de l'agro-industrie, mais certainement pas aux attentes de notre syndicat ! **Depuis toujours, la FUGEA et ECVC dénoncent les impacts du libre-échange et de la dérégulation des marchés décidés par l'Europe.** Une autre voie est possible, l'Europe doit changer de trajectoire. Il nous faut des prix justes pour sauver nos fermes et leur transition !

C'est la priorité politique. Il faut pouvoir l'entendre. Mais les décideurs politiques européens semblent sourds à nos revendications et n'annoncent rien de concret sur ces enjeux. Une situation inquiétante à quelques jours de la réunion de synthèse de la taskforce agroalimentaire où nous avons martelé l'importance d'avoir des prix justes dans les filières. **Est-ce que le Ministre fédéral David Clarinval amènera des décisions politiques fortes sur la question des prix ?** Nous espérons sincèrement entendre d'autres propositions que les annonces faites hier.





27 FEVRIER 2024

Nous sommes fatigués et en colère mais encore pleinement déterminés à gagner le combat pour obtenir des prix justes! La FUGEA et ses alliés maintiendront la pression à tous les niveaux de pouvoir !

Contacts

- **Hugues Falys** (porte-parole) : 0490 11 92 78
- **Timothée Petel** (chargé de mission) : 0499 90 75 92

